

<http://divergences.be/spip.php?article2544>



Ali Abunimah

Des Américains palestiniens "rejetent sans équivoque " la demande de reconnaissance par l'AP d'un État à l'ONU

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2011 - N° 27. Septembre 2011 - Français - INTERNATIONAL -
Date de mise en ligne : vendredi 2 septembre 2011

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Des Américains palestiniens ont appelé les Arabes, les Palestiniens et leurs alliés partout pour rejeter une demande par l'Autorité palestinienne (AP) aux Nations Unies, le mois prochain, d'accepter l'« État de Palestine » en tant que membre à part entière.

Dans une déclaration le 27 août de son comité de coordination, le Réseau des communautés palestiniennes aux USA (USPCN) écrivait :

« Nous appelons toutes les associations de la communauté palestinienne et arabe, les sociétés et comités, organisations étudiantes, campagnes de solidarité, à rejeter totalement et sans équivoque l'initiative pour un État comme une diversion qui, de manière injustifiée et irresponsable, met en danger les droits et institutions palestiniennes. »

La déclaration de USPCN intervient au milieu d'une préoccupation croissante au niveau mondial parmi les Palestiniens que la candidature à l'ONU de l'AP nuise aux droits des Palestiniens. USPCN se décrit comme "le réseau de la communauté palestinienne des USA (USPCN), un réseau de communautés de base de plus de vingt groupes démocratiquement élus."

Plus tôt ce mois-ci, comme le rapportait The Electronic Intifada, le Bureau National palestinien pour le Boycott (BNC) de la campagne palestinienne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions contre Israël a également émis un avertissement au sujet de la candidature à l'ONU.

Mise en danger des droits des Palestiniens

Comme le BNC, la déclaration de USPCN souligne que ce sont les droits fondamentaux des Palestiniens, et non pas "un État" qui restent au cœur des efforts palestiniens :

« Comme cela a été récemment révélé, cette initiative ne protège ni ne fait avancer aucunement nos droits fondamentaux inaliénables et internationalement reconnus, que sont notre droit au retour dans les maisons et propriétés dont nous avons été expulsés de force, notre droit à l'autodétermination et notre droit à résister au régime colonial qui occupe notre terre depuis plus de 63 ans. Le peuple palestinien, où qu'ils soient, ont ces droits. Ils sont non négociables. Personne ne peut les troquer contre des fausses promesses de « paix » et de « stabilité ». L'ironie cynique de transformer une résolution de l'ONU consacrant notre droit au retour selon le droit international (résolution 194 de l'ONU) en un stratagème rhétorique devrait donner à réfléchir à n'importe qui. Le fait que cela soit avancé à un moment où l'AP n'a même pas le mandat politique des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza par le biais d'élections législatives palestiniennes doit également nous donner à réfléchir. USPCN a également exhorté les Palestiniens et leurs alliés à assister à un rassemblement du 15 Septembre à l'Organisation des Nations Unies à New York "pour la Palestine et le Droit au retour ».

Un expert en droit international confirme les craintes répandues sur la candidature à l'ONU [\[1\]](#)

La déclaration d'USPCN suit, et fait référence à, une note récente de Guy Goodwin-Gill [1], un expert en droit international de l'Université d'Oxford, qui a averti que la candidature à l'ONU pourrait voir la plupart des Palestiniens légalement privés de leurs droits, si un illusoire « Etat de Palestine » venait à remplacer l'OLP comme le titulaire du siège de la Palestine à l'ONU.

Légalement, l'OLP a longtemps été reconnu comme le « seul représentant légitime du peuple palestinien », même si

Américains palestiniens "rejetent sans équivoque " la demande de reconnaissance par l'AP d'un État à

ses structures sont depuis longtemps mortes ou inopérables. USPCN a répercuté de nombreux appels pour la reconstitution de l'OLP sur une base démocratique et représentative.

Le document de Goodwin-Gill et une interview qu'il a donnée expliquant ses implications ont suscité de vives inquiétudes parmi les Palestiniens au sujet de cette étape mal pensée et désespérée de l'AP qui arrive après l'échec complet du « processus de paix » sponsorisé par les USA sur lequel l'Autorité palestinienne avait misé toutes ses cartes.

Ces derniers mois, un consensus s'est dégagé parmi les experts et organisations palestiniennes qu'une demande d'Etat à l'ONU est au mieux inutile, et au pire très dommageable pour les droits des Palestiniens.

Post-scriptum :

Source : [http://electronicintifada.net/blog/...](http://electronicintifada.net/blog/)

Ali Abunimah - The Electronic Intifada

publié le dimanche 28 août 2011.

[1] <http://english.aljazeera.net/indepth/opinion/2011/08/2011825222044579764.html>